

## *Avant-propos*

Les principes de gouvernement ouvert et de démocratie participative sont inscrits dans la Constitution marocaine de 2011, ainsi que dans les lois de 2015 relative à la régionalisation avancée. La mise en œuvre des principes de gouvernement ouvert au niveau local, où les citoyens interagissent davantage avec l'administration publique, peut contribuer à renforcer la confiance et à faire en sorte que les politiques et les services publics répondent mieux aux besoins de la société. Dans ce contexte, la municipalité de Salé est un pionnier dans la mesure où elle engage ses citoyens de manière proactive dans les affaires de la municipalité et travaille à la mise en œuvre des principes inscrits dans les lois de 2015.

Depuis 2012, l'OCDE accompagne les pays pour mettre en place une structure de gouvernance du gouvernement ouvert et élaborer des normes internationales. Dans le cadre du Programme MENA-OCDE pour la gouvernance, le gouvernement marocain, piloté par le ministère de la Réforme de l'administration publique et de la fonction publique, et l'OCDE collaborent pour intégrer ces principes dans l'administration publique aux niveaux national et local. La municipalité de Salé a été choisie comme ville pilote pour mettre en œuvre les principes de gouvernement ouvert au niveau local.

Ce rapport, élaboré à la demande de la municipalité, présente une analyse du cadre légal, institutionnel, des politiques publiques et des pratiques du gouvernement ouvert de la commune de Salé vis-à-vis la Recommandation de l'OCDE de 2017 sur le Gouvernement Ouvert et des bonnes pratiques des pays de l'OCDE.

La municipalité de Salé a créé une culture de dialogue entre les fonctionnaires et la population, ainsi que des relations entre les citoyens et la société civile fondées sur la confiance. Sur cette base, Salé devrait envisager d'adopter une approche plus structurée en matière de gouvernement ouvert en créant un bureau dédié au gouvernement ouvert et en institutionnalisant ses mécanismes participatifs, y compris en se concentrant sur les groupes les plus marginalisés. Pour ce faire, Salé pourrait s'inspirer des pratiques participatives prévues dans le cadre du processus de régionalisation avancée.

Ce rapport encourage le Maroc à renforcer et à mettre en œuvre les initiatives de gouvernement ouvert au niveau local et à partager les bonnes pratiques existantes, telles que celles de Salé, avec d'autres municipalités. La culture du dialogue, sur laquelle Salé construit ses pratiques, peut être une source d'inspiration pour les autres autorités locales.



## *Remerciements*

Le secrétariat de l'OCDE tient à remercier tous ceux qui ont rendu possible la publication de ce rapport. Ces remerciements vont en premier lieu à la commune de Salé, et notamment, à son Président Monsieur Jamaa El Moatassim et au gouvernement marocain, et en particulier au ministère de la réforme de l'administration et de la fonction publique, pour leur soutien constant lors des différents séminaires et lors de la mission d'examen par les pairs consacrés à ce projet. L'OCDE souhaiterait également remercier toutes autres parties prenantes – société civile et secteur privé – qui ont participé aux examens par les pairs.

L'OCDE aimerait également remercier le responsable public qui a agi en tant que pair évaluateur : Lino Ramos Ferreiro (Alcobendas, Espagne).

Dans le cadre du Programme MENA-OCDE pour la gouvernance, ce rapport a été préparé par la Direction de la Gouvernance Publique de l'OCDE, dirigée par Marcos Bonturi. Il s'inscrit dans le cadre du projet « gouvernement ouvert » géré par la Division des Examens de la Gouvernance et des Partenariats, sous la responsabilité de Martin Forst. Le rapport a été élaboré sous la direction stratégique d'Alessandro Bellantoni, Chef de l'Unité de Gouvernement Ouvert. Les processus d'examen par les pairs et de rédaction ont été dirigés par Katharina Zuegel, analyste junior en politiques publiques. Le rapport a été rédigé par Katharina Zuegel, avec le soutien d'Emma Cantera et Charlotte Denise-Adam, qui a également participé à la mission d'examen par les pairs. Caroline Rolland-Diamond et Joelle Palmieri ont apporté leur soutien rédactionnel. Roxana Glavanov et Amelia Godber ont apporté leur soutien éditorial et ont préparé le manuscrit en vue de sa publication. L'appui administratif a été assuré par Michelle Ortiz. Les informations et données concernant la commune de Salé ont été fournies par l'équipe de la division des systèmes d'information et communication de la commune qui a également participé à la révision du présent rapport.

Le rapport a été mené dans le respect du mandat de promotion des réformes du Gouvernement ouvert dans la région MENA, reçu par l'OCDE dans le cadre du Partenariat de Deauville du G7 avec les Pays arabes en transition. L'OCDE remercie le Middle East Partnership Initiative (MEPI) des États-Unis pour son appui financier.



Extrait de :  
**Open Government in Salé, Morocco**

Accéder à cette publication :  
<https://doi.org/10.1787/b9e9c6e6-en>

**Merci de citer ce chapitre comme suit :**

OCDE (2019), « Avant-propos », dans *Open Government in Salé, Morocco*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: <https://doi.org/10.1787/714485ef-fr>

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document et toute carte qu'il peut comprendre sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

Vous êtes autorisés à copier, télécharger ou imprimer du contenu OCDE pour votre utilisation personnelle. Vous pouvez inclure des extraits des publications, des bases de données et produits multimédia de l'OCDE dans vos documents, présentations, blogs, sites Internet et matériel d'enseignement, sous réserve de faire mention de la source OCDE et du copyright. Les demandes pour usage public ou commercial ou de traduction devront être adressées à [rights@oecd.org](mailto:rights@oecd.org). Les demandes d'autorisation de photocopier une partie de ce contenu à des fins publiques ou commerciales peuvent être obtenues auprès du Copyright Clearance Center (CCC) [info@copyright.com](mailto:info@copyright.com) ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC) [contact@cfcopies.com](mailto:contact@cfcopies.com).